

L'antisÃ©mitisme Ã la facultÃ© de droit de Paris avant 1939

Description

Les images et documents d'archives en lien avec cet article sont exposÃ©s dans la galerie [La vieille maison du PanthÃ©on](#) à l'orÃ©e de la guerre

TÃ©lÃ©charger

AprÃ¨s l'Ã©mancipation des juifs sous la RÃ©volution, les premiers Ã©tudiants juifs en droit sont probablement les descendants des « juifs du pape » du Comtat Venaissin qui se sont inscrits à la facultÃ© de droit d'Aix entre 1811 et 1830. Les plus connus sont Isaac Adolphe CrÃ©mieux (1796â??1880), avocat à NÃ®mes en 1817 aprÃ¨s des Ã©tudes à Aix dÃ©butÃ©es en 1815, puis avocat aux Conseils, dÃ©putÃ© et ministre (1848 et 1870), IsraÃ«l Bedarride (1798â??1869), qui devint avocat à Montpellier (1824) et bÃ©ttonnier de l'Ordre dans cette ville, Jassuda Bedarride (1804â??1882), avocat à Aix (1825) puis maire de cette ville (1848â??1849). C'est probablement sous le Second Empire qu'arrivent à la facultÃ© de droit de Paris les premiers Ã©tudiants juifs issus de familles de l'Est comme du Midi de la France. Aimile Worms (1838â??1918) soutient sa thÃse de droit à Paris en 1863 (sur la cession de crÃ©ance et l'endossement) avant de devenir agrÃ©gÃ© (1867) et d'être affectÃ© à Rennes. Charles Lyonâ??Caen (1843â??1945), dont la famille s'Ã©tablit à Metz au xviii^e siÃ©cle s'installe à Paris (son pÃ¨re Ã©tait marchand tailleur), s'inscrit à la facultÃ© de droit en 1862 et devient docteur en droit en 1866 avec une thÃse sur les partages d'ascendants sous la prÃ©sidence d'Auguste Valette. Alphonse Naquet (1843â??1921), issu d'une famille de Carpentras (son frÃ¨re Alfred, mÃ©decin, a Ã©tÃ© l'initiateur de la loi de rÃ©tablissement du divorce en 1884), aprÃ¨s avoir commencé ses Ã©tudes à Aix vient faire son doctorat à Paris en 1869 (sur l'action paulienne), devient professeur de droit à Aix avant de passer dans la magistrature. LÃ©on FÃ©der (1848â??1901), Ã©migrÃ© roumain, naturalisÃ© franÃ§ais en 1875, soutenant sa thÃse en 1877 sur la corrÃ©alitÃ© en droit romain après avoir obtenu le Prix FrÃ©mont accompagnÃ© d'une bourse, est, après l'agrÃ©gation, professeur à la facultÃ© de droit de Douai dont il devient doyen de 1893 à 1896. RaphaÃ«l CrÃ©mieux (1863â??1948) est avocat à Paris en 1885 aprÃ¨s sa licence en droit.

En 1888, c'est Emmanuel LÃ©vy (1871â??1944) qui débute ses Ã©tudes de droit à Paris, où il soutient sa thÃse en 1896, est chargÃ© de confÃ©rences à la facultÃ© parisienne avant de partir pour la facultÃ© d'Alger (où il fait l'objet d'une violente campagne antisÃ©mitique), puis pour celles de Toulouse et d'Aix et, après sa réussite à l'agrÃ©gation en 1901, à Lyon. Au début des années 1890, juste avant l'affaire Dreyfus, Henri LÃ©vy-Ullmann, fils d'un négociant du Sentier, fait ses Ã©tudes à la facultÃ© de droit de Paris, obtient une bourse pour préparer sa thÃse soutenue en 1895 et, après avoir obtenu l'agrÃ©gation de droit privé, devient professeur à Montpellier, Lille puis à Paris en 1919. A-t-il rencontré Léon Blum qui fait ses trois années de licence de 1891 à 1893, après avoir démissionné de l'école normale supérieure ou Emmanuel LÃ©vy, docteur en droit de la facultÃ© parisienne en 1896, puis chargÃ© de cours à Alger (où il est en butte à des manifestations

dâ??antisÃ©mitisme), agrÃ©gÃ© et professeur Ã Lyon, et qui Ã©choua en 1914 face Ã Demogue pour une place dâ??agrÃ©gÃ© Ã Paris ?

Il nâ??y a en tout cas pas de trace connue de manifestation dâ??antisÃ©mitisme Ã la facultÃ© de droit de Paris avant lâ??affaire Dreyfus. De maniÃ¨re surprenante, celle-ci, qui dÃ©bute en 1894 par la condamnation du capitaine Ã la peine de dÃ©portation perpÃ©tuelle, suscite peu de rÃ©actions publiques de la part des professeurs de la facultÃ© de droit de Paris. Il est vrai que la majoritÃ© des avocats sont alors antidreyfusards (plusieurs des avocats dâ??Esterhazy ou des leaders nationalistes sont issus de la facultÃ© de droit de Paris) et que la campagne pour la rÃ©vision du procÃ“s de Dreyfus est menÃ©e par des intellectuels qui pour la plupart nâ??ont pas de formation juridique. Deux des frÃ“res Reinach, trÃ“s actifs dans le soutien Ã Dreyfus, sont passÃ©s par la facultÃ© de droit de Paris. Joseph Reinach est licenciÃ© en droit en 1877, avocat et journaliste ; ThÃ©odore Reinach est docteur en droit de la facultÃ© de droit de Paris avec une thÃse en 1885 sur lâ??Ãtat de siÃ¢ge et les institutions de salut public Ã Rome, en France et dans les lÃ©gislations Ã©trangÃ“res. Parmi les professeurs, Jules-Louis LÃ©veillÃ©, professeur de droit criminel et dÃ©putÃ© de Paris (1893â??1898), se prononce Ã plusieurs reprises contre Dreyfus, de mÃªme que Paul Beauregard et Marc Sauzet. Dreyfus est tout de mÃªme dÃ©fendu, en dehors de la facultÃ© de droit de Paris, par les professeurs de la facultÃ© de droit de Lille LÃ©on FÃ©der et Albert Wahl : ce dernier secrÃ©taire local de la Ligue des droits de lâ??homme en butte Ã des attaques antisÃ©mites dans son universitÃ©. Le chartiste Paul Viollet (1840â??1914), bibliothÃ©caire de la facultÃ© de droit de Paris et historien du droit, sâ??engage clairement dans le combat en faveur de Dreyfus. Parmi les fondateurs de la Ligue des droits de lâ??homme, Ernest Tarbouriech (1865â??1911) est docteur de la facultÃ© de droit de Paris. AdhÃ©mar Esmein (1848â??1913), titulaire de la chaire dâ??histoire du droit Ã Paris depuis 1891 et pionnier dans lâ??enseignement du droit constitutionnel ne se prononce pas publiquement, mais il est trÃ“s probable que ce rÃ©publicain catholique qui nâ??a pas cachÃ© avoir des collÃ“gues amis dans toutes les confessions soit plus proche des dreyfusards que des antidreyfusards.

Il nâ??y a pas non plus de tÃ©moignage direct dâ??une prise de position de Charles Lyon-Caen, premier professeur juif Ã la facultÃ© de droit de Paris. Il est affectÃ© trÃ“s jeune comme agrÃ©gÃ© Ã Paris (1872) et y enseigne dâ??abord le droit romain avec une titularisation en 1880â??1881 dans une chaire de cette discipline. Il se spÃ©cialise ensuite dans le droit commercial, dans le droit maritime et dans le droit international privÃ©, obtenant une chaire de droit commercial en 1892 et travaillant Ã la rÃ©daction de manuels avec Louis Renault, professeur de droit international, lui aussi spÃ©cialiste de droit commercial. La carriÃ¨re scientifique et universitaire de Charles Lyon-Caen est un grand succÃ“s, couronnÃ© par son Ã©lection Ã lâ??AcadÃ©mie des sciences morales et politiques en 1893. En novembre 1906, le doyen Ernest Glasson dÃ©missionne de ses fonctions pour des raisons de santÃ© et Charles Lyon-Caen se prÃ©sente comme candidat dans une procÃ©dure oÃ¹ lâ??assemblÃ©e des professeurs (incluant les jeunes agrÃ©gÃ©s, soit une quarantaine dâ??enseignants) de la facultÃ© de droit propose deux noms (avec un premier et un second rang) au ministre de lâ??Instruction publique, qui choisit toujours le nom arrivÃ© en tÃªte. Charles Lyon-Caen obtient le plus grand nombre de voix (23 sur 42 votants et 41 suffrages exprimÃ©s), mais un grand nombre de professeurs (17) votent pour lâ??administrativiste Henry BerthÃ©lemy. Si aucune source nâ??est lÃ pour lâ??attester, quelques mois aprÃ“s lâ??arrÃ“t des Chambres rÃ©unies qui a mis fin Ã lâ??affaire Dreyfus, au motif que rien ne restait debout du dossier dâ??accusation contre

Dreyfus, une interprÃ©tation possible de cette Ã©lection difficile est quâ??elle est la traduction des rÃ©ticences dâ??une partie du corps professoral Ã lâ??idÃ©e quâ??un juif soit doyen de la facultÃ© de droit.

Le premier mandat de trois ans de Charles Lyon-Caen se dÃ©roule sans Ã©videmment marquant, sinon les difficultÃ©s dâ??Albert Wahl Ã obtenir un poste dâ??agrÃ©gÃ© (1907), puis une titularisation sur une chaire de droit civil Ã Paris (1909). Personne ne peut ignorer quâ??Albert Wahl est juif et quâ??il a Ã©tÃ© en butte Ã des manifestations dâ??antisÃ©mitisme au sein de la facultÃ© de Lille. Il est soutenu par Esmein comme « franc rÃ©publicain », mais une majoritÃ© de professeurs lui prÃ©fÃ©re Albert Tissier, qui obtient une chaire avant lui. En 1910, Wahl est chahutÃ© par des Ã©tudiants et injuriÃ©, probablement par des Camelots du roi, le mouvement fondÃ© en 1908 qui soutient lâ??*Action franÃ§aise* de Maurras. Le vice-recteur Louis Liard relÃ“ve dâ??ailleurs, dans le dossier de carriÃ©re de Wahl conservÃ© aux Archives nationales, le caractÃ©re antisÃ©mitique de ces chahuts.

En novembre 1909, le scrutin pour un deuxiÃ“me mandat de doyen de Charles Lyon-Caen donne lieu Ã une majoritÃ© de votes blancs (21) par rapport Ã ceux soutenant le doyen (19). Charles Lyon-Caen est Ã nouveau dÃ©signÃ© comme doyen, mais Ã peine un mois plus tard des « dÃ©sordres » secouent la facultÃ© de droit et une campagne antisÃ©mitique dÃ©nonce le « conseiller juif des banquiers » (Charles Lyon-Caen fait partie du comitÃ© juridique de la Banque de France). Une rÃ©union officieuse de 35 professeurs, 2 professeurs adjoints et 4 agrÃ©gÃ©s, sans la prÃ©sence du doyen, sâ??inquiÃ“te de manifestations violentes qui sâ??appuient sur la divulgation des votes dÃ©favorables Ã Charles Lyon-Caen. Suite Ã cette marque de dÃ©fiance de la part de ses collÃ“gues et Ã la fermeture de la facultÃ© jusquâ??au 2 janvier 1910 pour Ã©viter la propagation des troubles, Charles Lyon-Caen dÃ©cide de dÃ©missionner de ses fonctions dÃ©canales en fÃ©vrier 1910. Lâ??Ã©lection pour lui succÃ©der de lâ??Ã©conomiste protestant Paul CauwÃ“s est censÃ©e ramener lâ??apaisement en taisant cet Ã©pisode de poussÃ©e antisÃ©mitique parmi les Ã©tudiants. Un journal rÃ©publicain comme *La vie de Paris* (1909, p. 512â??514) sâ??inquiÃ“te de cette capitulation devant les Camelots du roi.

AprÃ¨s la PremiÃ“re Guerre mondiale, la facultÃ© de droit accueille de nouveaux professeurs juifs : Henri LÃ©vy-Ullmann, Albert Aftalion, William Oualid, RenÃ© Cassin, Henri LÃ©vy-Bruhl, Roger Picard. Au sein de lâ??assemblÃ©e des professeurs nâ??affleure aucune remarque antisÃ©mitique. Lâ??idÃ©e que LÃ©vy-Bruhl puisse enseigner le droit canonique aurait suscitÃ© des rÃ©actions dÃ©favorables. Sâ??agissant de RenÃ© Cassin, professeur de droit civil Ã Lille depuis 1920 et qui sâ??est fait connaÃ®tre par son action en faveur des mutilÃ©s de guerre, les professeurs de la facultÃ© de droit de Paris se montrent au dÃ©but peu favorables Ã lâ??initiative du Gouvernement qui a crÃ©Ã© un poste dâ??agrÃ©gÃ© pour lui. Les professeurs parisiens prÃ©fÃ©rent faire valoir lâ??anciennetÃ© dâ??AndrÃ© Rouast. Il nâ??est pas impossible que des prÃ©jugÃ©s antisÃ©mitiques aient tenu une place dans cette rÃ©ticence initiale, mÃªme si un compromis est trouvÃ© assez vite pour que RenÃ© Cassin soit « chargÃ© des fonctions dâ??agrÃ©gÃ© » avant de devenir pleinement professeur Ã Paris en 1929.

Concernant les Ã©tudiants, la puissance des Camelots du roi et des ligues nationalistes (notamment les Phalanges Universitaires des Jeunesse patriotes revendiquant 250 adhÃ©rents) se manifeste au grand jour lors des « affaires » Scelle (1925) et JÃ©ze (1936) qui conduisent Ã des occupations violentes des locaux de la facultÃ©, Ã des interventions de la police et Ã des

divisions au sein des professeurs comme des Ã©tudiants. Si lâ??antisÃ©mitisme nâ??est pas au centre de ces affaires, il affleure Ã travers les critiques adressÃ©es par les Camelots du roi aux deux professeurs lors de ces incidents. Lâ??affaire Scelle prend place en 1925. Alors quâ??il est professeur de droit international Ã Dijon, Georges Scelle devient directeur de cabinet du ministre du Travail du gouvernement du Cartel des gauches qui cherche Ã lâ??imposer comme chargÃ© de cours Ã la facultÃ© de droit de Paris. Les Camelots du roi sâ??opposent Ã son cours et sous la direction de Georges Calzant, ancien Ã©tudiant en droit, sâ??enferment dans le bÃ¢timent de la place du PanthÃ©on, ce qui provoque lâ??intervention de la police et la fermeture pendant un temps de la facultÃ©. Il se trouve que Georges Scelle sâ??est aussi dÃ©clarÃ© favorable Ã la formation dâ??un foyer juif en Palestine. La Ligue dâ??action universitaire rÃ©publicaine et socialiste (LAURS), qui sâ??oppose aux Camelots du roi lors de lâ??affaire Scelle, a parmi ses jeunes leaders Pierre MendÃ"s-France, Ã©tudiant Ã la facultÃ© de droit de 1923 Ã 1926. Sous Vichy, Georges Calzant Ã©crit des articles antisÃ©mites ; de son cÃ´tÃ©, tout au long de sa carriÃ¨re politique, qui commence comme dÃ©putÃ© en 1936, MendÃ"s-France est en butte Ã des attaques antisÃ©mites.

Lâ??affaire JÃ©ze intervient elle en 1936. Gaston JÃ©ze, professeur de droit administratif Ã la facultÃ©, fait partie (avec Gidel) des professeurs de droit qui ont signÃ© un appel publiÃ© par le journal *Le Temps* en avril 1933 pour protester contre les persÃ©cutions antisÃ©mites des nazis et il a soutenu en 1935 la LICA contre lâ??antisÃ©mitisme quâ??il qualifie de Â« vilaine plaie Â». Mais câ??est son appel Ã la tribune de la SociÃ©tÃ© des Nations (SDN) en faveur de lâ??Ã?thiopie agressÃ©e par lâ??Italie en 1936 qui provoque lâ??ire des Ã©tudiants nationalistes et lâ??empÃ¢che de faire cours. Ces chahuts, conduisant Ã nouveau Ã lâ??intervention de la police et Ã des Ã©changes de coups (dont le doyen Allix est lui-mÃªme victime), provoquent une profonde division parmi les professeurs. Si une minoritÃ© (dont font partie Henri LÃ©vy-Bruhl et Roger Picard) soutient JÃ©ze, la majoritÃ© des professeurs, avec lâ??historien du droit FranÃ§ois Olivier-Martin et Georges Ripert, considÃ©re que JÃ©ze doit cÃ©der, ce qui le constraint de faire son cours au MusÃ©e pÃ©dagogique. Ces divisions annoncent dÃ©jÃ les clivages qui vont opposer quelques annÃ©es plus tard les partisans du rÃ©gime de Vichy (Ripert, Olivier-Martin, Gidel) et ses adversaires, dont les professeurs juifs Ã©purÃ©s en 1940-1941. Henri LÃ©vy-Ullmann, qui est rÃ©aliste sur la menace grandissante des rÃ©gimes autoritaires en Europe et soutient des rÃ©fugiÃ©s juifs venus dâ??Allemagne, soutient Georges Ripert, qui a Ã©tÃ© Ã©lu doyen en 1938. Ce dernier, auquel nâ??est attribuÃ© aucun propos antisÃ©mite Ã cette Ã©poque, ramÃ“ne un calme prÃ©caire dans la facultÃ©.

Aux lendemains du pogrom de la Nuit de Cristal en Allemagne en novembre 1938, la facultÃ© de droit dâ??Amsterdam propose Ã ses consÃ?urs europÃ©ennes dâ??adhÃ©rer Ã une dÃ©claration condamnant les persÃ©cutions inhumaines fondÃ©es sur la croyance et la race. Lâ??assemblÃ©e des professeurs de la facultÃ© de droit refuse dâ??adhÃ©rer collectivement Ã cette dÃ©claration, ce qui traduit la faiblesse de la compassion Ã lâ??Ã©gard des juifs persÃ©cutÃ©s par les nazis.

Il faut rappeler que RaphaÃ«l Alibert, ministre de la justice de PÃ©tain dÃ's le 12 juillet et auteur du statut des juifs (quâ??il disait avoir prÃ©parÃ© Â« aux petits oignons Â») a Ã©tÃ© docteur en droit de la facultÃ© de Paris avec une thÃse sur les syndicats de fonctionnaires en 1909 avant dâ??intÃ©grer le Conseil dâ??Ã?tat. Plusieurs des partisans du rÃ©gime de Vichy sont dâ??anciens Ã©tudiants en droit qui ont participÃ© aux mouvements nationalistes des annÃ©es

vingt et trente et partagent des convictions antisÃ©mites.

MÃªme dans le camp de la France libre, Jean Escarra, professeur de droit Ã la facultÃ© parisienne depuis 1930, spÃ©cialiste de droit comparÃ© et notamment de droit chinois, ralliÃ© au gÃ©nÃ©ral de Gaulle, fait part de violents prÃ©jugÃ©s antisÃ©mites en dÃ©nonÃ§ant les « traits propres Ã la race juive, regardÃ©s comme dangereux pour l'Ã©quilibre moral et politique du pays » (les juifs « accapareurs », manquant de « caractÃ©re et de courage mental ») et en souhaitant le maintien attÃ©nuÃ© d'une partie de la lÃ©gislation de Vichy qu'il juge « modÃ©rÃ©e ». S'il faut relever des Ã©volutions au cours du temps de professeurs et d'anciens Ã©tudiants de la facultÃ© de droit de Paris (Scelle et JÃ©ze par exemple apportent aussi leur soutien au rÃ©gime de Vichy et le second fait mÃªme une note de commentaire sur la « dÃ©finition lÃ©gale du Juif »), il n'est pas niable que l'antisÃ©mitisme est prÃ©sent Ã la facultÃ© de droit de Paris dÃ's avant la guerre, ce qui peut expliquer l'indiffÃ©rence de beaucoup de professeurs au sort de leurs collÃ“gues Ã©purÃ©s ou des Ã©tudiants persÃ©cutÃ©s.

Jean-Louis HalpÃ©rin, professeur d'histoire du droit à l'Ãcole normale supÃ©rieure à PSL

Indications bibliographiques

Aubisse ClÃ©ment, Barenot Pierre-Nicolas, « L'ordre ou la justice ? La rÃ©bellion manquÃ©e des juristes dans l'affaire Dreyfus », dans *Revue Droit & LittÃ©rature*, vol. 3, n° 1, 2019, <https://doi.org/10.3917/rdl.003.0069>, p. 69â??84.

Derobert-Ratel Christiane, *Thierry Naquet, 1843-1921 : un juriste au destin tourmentÃ©, Histoire du droit. ThÃses et travaux*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2008.

Epstein Simon, *Un paradoxe franÃ§ais : antiracistes dans la Collaboration, antisÃ©mites dans la RÃ©sistance*, Paris, Albin Michel, 2008.

HalpÃ©rin Jean-Louis (dir.), *Paris, capitale juridique (1804-1950) : Ã©tude de socio-histoire sur la FacultÃ© de droit de Paris*, Paris, Ã©ditions Rue d'Ulm, 2011.

Milet Marc, *La FacultÃ© de droit de Paris face Ã la vie politique, de l'affaire Scelle Ã l'affaire JÃ©ze, 1925-1936, Travaux et recherches de l'UniversitÃ© de droit, d'Ã©conomie et de sciences sociales de Paris*, Paris, LGDJ, 1996.

â??, *Les professeurs de droit citoyens : entre ordre juridique et espace public, contribution Ã l'Ã©tude des interactions entre les dÃ©bats et les engagements des juristes français (1914-1995)*, thÃse science politique, soutenue Ã l'universitÃ© Paris PanthÃ©on-Assas, 2000.

Pour citer cet article

Halperin Jean-Louis, « L'antisÃ©mitisme Ã la facultÃ© de droit de Paris avant 1939 », dans *Exclude, persÃ©cuter, rÃ©intÃ©grer. Des victimes de la lÃ©gislation antisÃ©mitique Ã la facultÃ© de droit de Paris (1940-1945)* [exposition en ligne]. BibliothÃ©que interuniversitaire Cujas, 2025, <https://expo-victimes-vichy-faculte-droit-paris.bibliothequecujas.fr/lantisemitisme-a-la-faculte-de-droit/>.

Date

01/02/2026